

Convention collective

IDCC : 1592. – **MÉTALLURGIE**
(VALENCIENNOIS ET CAMBRÉSIS)
(13 juillet 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)

*(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 23 juillet 1991)*

■ *Journal officiel* du 28 octobre 2009

**Arrêté du 19 octobre 2009 portant extension d'un avenant et d'un
avenant à un accord conclus dans le cadre de la convention col-
lective des industries métallurgiques du Valenciennois et du
Cambrésis (n° 1592)**

NOR : MTST0924489A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1991 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 27 octobre 2008, portant extension de la convention collective des indus-
tries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990 et
de textes la complétant ou modifiant ;

Vu l'avenant du 30 juin 2009 à l'accord du 9 juillet 1992 relatif aux
rémunérations annuelles hiérarchiques garanties, conclu dans le cadre de la
convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 30 juin 2009, relatif à la valeur du point et à la prime de
panier de nuit, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990, tel qu'étendu par l'arrêté du 10 juillet 1991, modifié par l'avenant du 3 juillet 1995, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'avenant du 30 juin 2009 à l'accord du 9 juillet 1992 relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant du 30 juin 2009, relatif à la valeur du point et à la prime de panier de nuit, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/35, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.